

PRÉFET DU VAL-DE-MARNE

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France

Créteil, le 15 mars 2013

Unité territoriale du Val-de-Marne

INSTALLATIONS CLASSÉES

Référence : DRIEE-IF/UT94/2013/CADVME/EB/N° 187

Affaire : Déclaration déconditionnement biodéchets

S3IC : 74-3892

N° dossier : 94 21 244

Objet :

Unité de de déconditionnement de biodéchets
Rapport de présentation au CoDERST d'un projet de
prescriptions complémentaires

Exploitant concerné :

VEOLIA PROPRETE - GENERIS

RAPPORT AU CODERST

ÉTABLISSEMENT	
Raison sociale	GENERIS SAS
Adresse	Zone industrielle des Ravers – 6 avenue Winston Churchill 94 190 VILLENEUVE-SAINT-GEORGES
Activité	Centre de tri et transfert de déchets d'activités économiques et de collecte sélective Déchetterie
Régime	A
Rubriques ICPE principales	2716-1
Références préfecture du Val-de-Marne	Bordereaux de la préfecture des 08/04/11, 26/04/11, 04/05/12 et 15/05/12



Certificat A1607
Champ de certification
disponible sur demande

Le présent rapport fait état de l'analyse de l'inspection des installations classées relative à la mise à jour de classement et à la demande d'exploiter une unité de déconditionnement de biodéchets soumise à déclaration, adressée par la société GENERIS, pour son site de Villeneuve-Saint-Georges.

1 CONTEXTE – PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

La société GENERIS SAS exploite une unité de tri et de transit de déchets industriels, d'activités économiques et de collecte sélective, sur la commune de Villeneuve-Saint-Georges. Les activités de cet établissement sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2000/1879 du 13 juin 2000.

Les principales installations classées au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Éléments caractéristiques	A, D(*)
98 bis-A-1	Dépôts ou ateliers de triage de matières usagées combustibles à base de caoutchouc, élastomères, polymères, installés dans un bâtiment occupé ou habité par des tiers ou contigus à un tel immeuble, la quantité entreposée étant supérieure à 50 m ³ .	Dépôt de matières plastiques usagées : 100 t.	A
167-a	Stations de transit de déchets industriels provenant d'installations classées.	Transit de déchets industriels provenant d'installations classées : 90 000 t/an.	A
286	Stockages et activités de récupération de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal, etc. ; la surface utilisée étant supérieure à 50 m ² .	Dépôt de ferrailles : 25 t.	A
322-A	Stations de transit d'ordures ménagères et autres résidus urbains, à l'exclusion des déchetteries mentionnées à la rubrique 2710.	Transit d'ordures ménagères : 117 000 t/an.	A
329	Dépôt de papier usés ou souillés, la quantité emmagasinée étant supérieure à 50 t.	Dépôt de papiers usés : 140 t.	A
1530-2	Dépôts de bois, papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues ; la quantité stockée étant supérieure à 1 000 m ³ mais inférieure à 20 000 m ³ .	Dépôt de bois : 40 t.	D
2710-2	Déchetteries aménagées pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par les usagers : - "monstres" (mobilier, éléments de véhicules), déchets de jardin, déchets de démolition, déblais, gravats, terre. - bois, métaux, papiers-cartons, plastiques, textiles, verres, amianté lié. - déchets ménagers spéciaux (huiles usagées, piles et batteries, médicaments, solvants, peintures, acides et bases, produits phytosanitaires, etc...) usés ou non, - déchets d'équipements électriques et électroniques, la superficie de l'installation hors espaces verts étant supérieure à 100 m ² mais inférieure ou égale à 3500 m ² .	Déchetterie d'une superficie de 500 m ² .	D

(*) A : autorisation D : déclaration

Ce classement, modifié depuis l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2000, a été acté par le courrier préfectoral du 30 août 2009.

2.1 Demande de mise à jour de classement

Le décret n°2010-369 du 13 avril 2010, publié au journal officiel du 14 avril 2010, a modifié la nomenclature des installations classées du secteur du traitement des déchets. Il complète la modification de cette nomenclature introduite par le décret n°2009-1341 du 29 octobre 2009, relatif au traitement biologique des déchets, modifié par le décret n°2010-875 du 26 juillet 2010, publié au journal officiel du 28 juillet 2010.

Le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 a notamment supprimé les rubriques 98, 167, 286, 322 et 329 et créé les rubriques suivantes :

2713 - Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant :

- Supérieure ou égale à 1 000 m² [A] ;
- Supérieure ou égale à 100 m² mais inférieure à 1 000 m² [D].

2714 – Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :

- Supérieur ou égal à 1 000 m³ [A] ;
- Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieure à 1 000 m³ [D].

2715 – Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur à 250 m³ [D].

2716 - Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :

- Supérieur ou égal à 1 000 m³ [A] ;
- Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieure à 1 000 m³ [D].

2791 - Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets étant :

- Supérieure ou égale à 10 t/j [A] ;
- Inférieure à 10 t/j [DC].

Par ailleurs, le décret n° 2012-384 du 20 mars 2012 a modifié la rubrique 2710 comme suit :

2710 - Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets.

1. collecte de déchets dangereux. La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :

- Supérieure ou égale à 7 t [A] ;
- Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t [DC].

2. collecte de déchets non dangereux. Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :

- Supérieur ou égal à 600 m³ [A] ;
- Supérieur ou égal à 300 m³ et inférieur à 600 m³ [E] ;
- Supérieur ou égal à 100 m³ et inférieur 300 m³ [DC].

Afin de tenir compte de ces modifications de la nomenclature, l'exploitant a transmis à la préfecture du Val-de-Marne, par courriers des 25 février 2011 et 13 avril 2012, une demande de mise à jour de son classement.

2.2 Projet de création d'une unité de transit et de déconditionnement de biodéchets

Par courrier du 04 mai 2012, l'exploitant a transmis une information concernant son projet de création d'une unité de transit et de déconditionnement de biodéchets. Le dossier transmis comprend notamment :

- le contexte et les motivations de la demande,
- les renseignements d'ordre administratif et le classement demandé,
- l'origine, la nature des déchets et le volume d'activité envisagé,
- l'implantation et les aménagements relatifs à la nouvelle activité,
- le descriptif du procédé de traitement,
- les dispositions d'organisation et de gestion du personnel,
- les mesures prises pour limiter les impacts sur l'environnement.

2.2.1 Contexte et présentation du projet

Les producteurs de biodéchets ont, depuis le 1^{er} janvier 2012, l'obligation de les trier et les collecter en vue de leur valorisation organique.

Dans ce contexte, GENERIS prévoit de mettre en place, sur le site existant de Villeneuve-Saint-Georges, une installation de transit permettant d'assurer le regroupement des biodéchets ainsi qu'une unité de déconditionnement des biodéchets conditionnés qui, actuellement, ne sont pas valorisés du fait des emballages qu'ils contiennent.

2.2.2 Principes de fonctionnement et caractéristiques de l'installation

Les biodéchets déconditionnés issus du regroupement ou de l'opération de pré-traitement seront ensuite envoyés dans des installations de traitement biologique (compostage ou méthanisation). Cette activité est complétée par une unité de lavage des conteneurs réutilisables ayant servi à acheminer les biodéchets sur le site.

La société GENERIS prévoit de faire transiter chaque année, sur son site de Villeneuve-Saint-Georges, 8 000 tonnes de biodéchets en vrac (déjà déconditionnés) et de traiter 2 500 tonnes supplémentaires dans son unité de déconditionnement.

La réception de ces déchets s'effectuera du lundi au samedi, entre 7h00 et 22h00 (majoritairement entre 8h00 et 16h00). L'unité de déconditionnement fonctionnera, quant à elle, du lundi au vendredi. Le site est fermé le dimanche.

Pour cette nouvelle activité, l'exploitant prévoit de réutiliser le bâtiment existant sur le site. Les travaux d'aménagement de cette activité comprendront l'installation des équipements de l'unité de déconditionnement, la modification des locaux sociaux et le remblaiement des anciennes fosses de réception des déchets. Le bâtiment de déconditionnement sera organisé en :

- une zone de stockage des biodéchets réceptionnés (2 alvéoles),
- la zone d'implantation de la machine de déconditionnement et des équipements associés (vis de transfert, trémie tampon pour le stockage des déchets traités),
- des zones de chargement/déchargement et de circulation.

A l'extérieur du bâtiment, l'exploitant a prévu plusieurs aires pour réceptionner les conteneurs et palettes de biodéchets et pour stocker les conteneurs propres. Il prévoit également la mise en place d'un tunnel de lavage pour nettoyer les conteneurs.

3 ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'actualisation de classement demandée par l'exploitant, en particulier les quantités annoncées pour les nouvelles rubriques proposées, sont cohérentes avec l'activité connue du site d'une part, et les éléments mentionnés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 juin 2000 d'autre part.

Concernant le projet d'implantation d'une unité de transit et de déconditionnement de biodéchets, les activités décrites sont classables sous la rubrique **2791 à déclaration avec contrôle périodique (DC)**. L'activité de lavage des conteneurs, prévue à la rubrique 2795, n'est pas classable. Elle est considérée comme une activité connexe dans la mesure où seuls les conteneurs ayant servi à acheminer des biodéchets sur le site, seront nettoyés. D'autre part, la quantité d'eau consommée pour cette activité reste en dessous des seuils de classement.

S'agissant d'une installation soumise à déclaration pour la rubrique 2791, cette nouvelle installation est soumise aux dispositions de l'arrêté du 23/11/2011 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782).

De plus, en application des articles L. 512-12 et R. 512-52 du code de l'environnement, l'inspection des installations classées propose de fixer, par arrêté préfectoral, des prescriptions particulières complémentaires, permettant d'encadrer et de maîtriser les impacts générés par cette nouvelle activité spécifique de déconditionnement de biodéchets afin de garantir la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

À cet effet, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été rédigé et transmis pour consultation à l'exploitant, par courrier électronique du 6 mars 2013. Ce projet permet d'acter la mise à jour de classement et d'encadrer la nouvelle activité de déconditionnement de biodéchets.

Le projet présenté en annexe du présent rapport tient compte des commentaires et remarques transmis par l'exploitant le 8 mars 2013.

4 CONCLUSIONS ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Compte tenu des éléments fournis par GENERIS pour son établissement de Villeneuve-Saint-Georges, et analysés ci-dessus, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Val-de-Marne :

- de donner une **suite favorable** à le demande de **mise à jour de classement** ;
- de donner une **suite favorable** à le demande d'exercer une **activité de transit et de déconditionnement de biodéchets**, classable à déclaration sous la **rubrique 2791** ;
- de **soumettre à l'avis du CoDERST**, en application des articles R. 5121-31, R. 512-51 et R. 512-52 du code de l'environnement, **le projet d'arrêté préfectoral complémentaire** ci-joint, visant à réglementer les nouvelles activités de l'établissement VEOLIA-GENERIS de Villeneuve-Saint-Georges.

Rédacteur(s)

La coordinatrice de la cellule Air-
Déchets / Secteur Val-de-Marne Est

Vérificateur

L'adjointe au chef de l'unité
territoriale du Val-de-Marne

Approbateur

Pour le directeur et par délégation,
Le chef de l'unité territoriale
du Val-de-Marne

Signé

Signé

Signé

Jean-Marie CHABANE